



www.journal dumali.com

Journal du Mali

L'hebdo

N°429 du 29 juin au 5 juillet 2023

TRAFIC DE DROGUE

L'AUTRE FACE DE LA CRISE

ADAMA SANOGO

UN MALIEN EN NBA



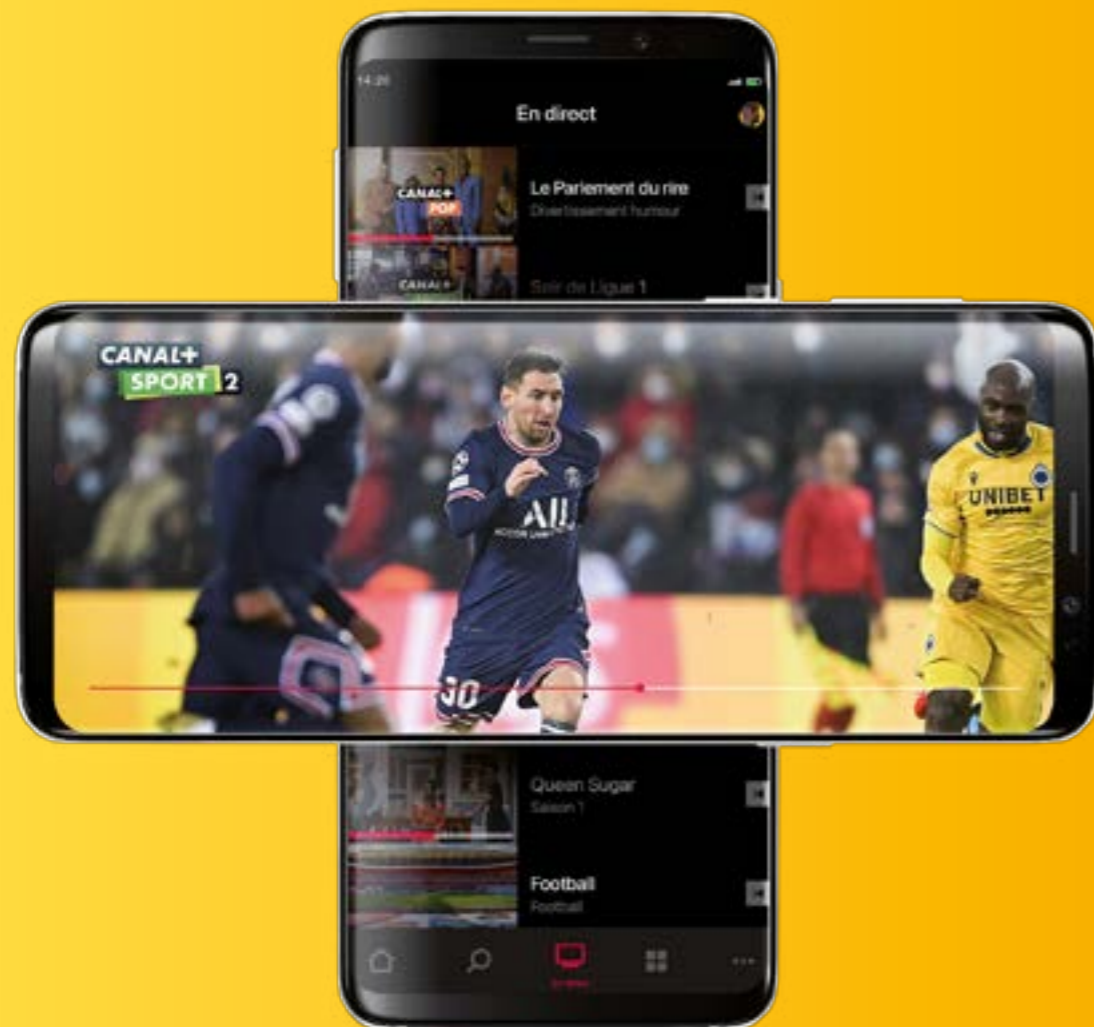
MAHMOUD DICKO VS TRANSITION

LA GUERRE OUVERTE ?

Très sollicité lors de la première phase de la transition, Mahmoud Dicko ne l'est plus depuis que le Colonel Assimi Goïta est devenu président. Une mise à l'écart qui passe mal pour l'imam.

GRATUIT

Ne peut être vendu



LA TV A ENFIN SON APPLICATION

+200 CHAÎNES EN DIRECT

myCANAL



ÉDITO

Se projeter

Après la fête de Tabaski, il est souvent de coutume de se projeter. Sur l'année prochaine notamment et ce qui nous attend. Le possible départ de la MINUSMA, les conséquences des soubresauts en Russie chez nous, l'adoption et l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution et ce que cela va changer, les prochaines échéances électorales... Autant d'événements tout aussi importants les uns que les autres, mais en partie survolés du fait de la mouvance de la célébration de l'Aïd-el-Kébir et du stress qui y est lié. Une chose est sûre, il est difficile de s'ennuyer avec les autorités et de lire chacun de leurs mouvements. Brouillant, délibérément certainement, les pistes lors de leurs déclarations, elles ont surpris. En demandant le départ de l'ambassadeur de France tout d'abord, puis des troupes danoises, de Barkhane et de ses partenaires, ellipse temporelle, et de la MINUSMA. Entre toutes ces demandes, il y a eu le retrait du G5 Sahel. Le temps est le meilleur juge, dit-on, et forcément il nous édifiera sur la portée de ces décisions. En parlant de temps, nous venons de boucler les six premiers mois de cette année 2023. Les six prochains pourraient être aussi rythmés. Et osciller entre goût amer, acceptation et expectative. Sur ce dernier plan, l'expectative pourrait porter sur l'avenir de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger. Nous avons l'impression de nous répéter, surtout ces dernières semaines, durant lesquelles nous ne cessons de le dire. Mais les membres du CSP, qui regroupe les principaux groupes armés signataires de l'Accord, ont eux-mêmes assuré que le départ de la mission onusienne serait un coup fatal porté à ce traité. Là aussi, le temps nous apportera les bonnes réponses.

BOUBACAR SIDIKI HAÏDARA

LE CHIFFRE

24 tonnes

C'est le poids des drogues saisies et incinérées le 26 juin par l'Office central de lutte contre les stupéfiants (OCS).

ILS ONT DIT...

• « La République centrafricaine et le Mali ont tout simplement été abandonnés par les Français et d'autres Européens, qui ont réduit la présence des contingents antiterroristes sur place et fermé les bases militaires destinées à soutenir la lutte contre le terrorisme. Le Mali et la RCA ont demandé à Wagner d'assurer la sécurité de leurs autorités ». **Sergueï Lavrov, ministre des Affaires étrangères de la Russie**, le 26 juin 2023.

• « Les usagers de drogues sont doublement victimes : premièrement par les effets nocifs des drogues elles-mêmes et deuxièmement par la discrimination dont ils font l'objet. Alors que nous célébrons la Journée mondiale contre le trafic de drogue, nous poursuivons notre travail pour mettre fin à l'abus de drogues, au trafic illicite et à la stigmatisation subie par les consommateurs de drogues dans le monde entier ». **António Guterres, Secrétaire général des Nations unies**, le 26 juin 2023.

UN JOUR, UNE DATE

26 juin 2003 : Le footballeur camerounais Marc-Vivien Foé meurt sur le terrain à Lyon, foudroyé par une crise cardiaque.

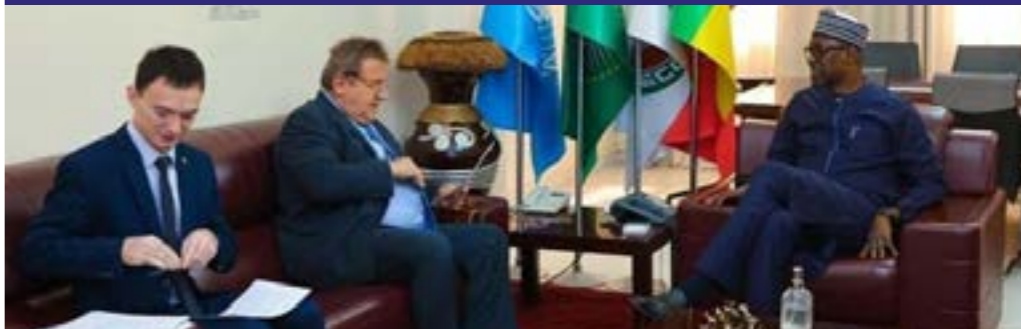


Le Président sortant **Julius Mada Bio** a été réélu mardi dès le premier tour à la tête de la Sierra Leone pour un nouveau mandat. Il a récolté 56,17% des voix a annoncé la Commission électorale.



Rupert Stadler, ancien patron de Volkswagen a été condamné à 21 mois de prison avec sursis mardi. La justice allemande l'accuse d'avoir eu connaissance de l'installation de logiciels illégaux, sans être intervenu pour y mettre fin, en 2015.

LA PHOTO DE LA SEMAINE



Rencontre entre le ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, **Abdoulaye Diop** et l'Ambassadeur de la Fédération de Russie au Mali, le lundi 26 juin 2023, 48h après les mouvements de Wagner en Russie.

RENDEZ-VOUS

29 juin 2023 :

Concert Oude Mill - Ciné Lafia - Kati

30 juin 2023 :

Concert de M'Bouillé Koité - CICB - Bamako

30 juin 2023 :

Concert Lil Zed - Palais de la Culture - Bamako

1er juillet 2023 :

Niger vs Mali - CAN U23

Donnez votre avis
sur **Journal du Mali**

MAHMOUD DICKO - ASSIMI GOÏTA : LA GUERRE OUVERTE ?

Point de non-retour atteint entre l'Imam Mahmoud Dicko et le Colonel Assimi Goïta ? Même si, à en croire le premier, les deux hommes n'ont jamais véritablement été « complices », la rupture de l'Imam avec les autorités de la Transition, à commencer par la plus haute depuis mai 2021, s'est accentuée au fil des mois pour s'exacerber, à quelques encablures de la fin prévue de la période transitoire.

MOHAMED KENOUVI

L'incident a suscité beaucoup de réactions sur la toile et dans les médias, à l'échelle nationale et internationale. Le 22 juin, alors qu'il rentrait d'un déplacement en Mauritanie voisine, l'Imam Mahmoud Dicko, 70 ans, influent guide religieux à l'origine de la chute du régime de feu Ibrahim Boubacar Keïta en 2020, est sollicité par la police à l'aéroport international Président Modibo Keita de Bamako. Après près de 2 heures d'interrogatoire, selon le Coordinateur de ses mouvements, associations et sympathisants (CMAS), Youssouf Diawara, celui qui a présidé entre 2008 et 2019 le Haut Conseil islamique du Mali (HCIM) se verra retirer son passeport diplomatique. Les autorités de la Transition n'ont pas officiellement communiqué sur ce que les partisans de l'Imam ont appelé une « énième agression ». Mais, d'après les explications d'une source proche du Protocole de la République, d'où l'ordre serait venu, « dès que la fonction pour laquelle un passeport diplomatique a été établi prend fin, son utilisation par son bénéficiaire n'est plus légale ». Ce qui justifiait, à l'en croire, son retrait à l'Imam, même si le timing et la méthode ont suscité beaucoup de commentaires et d'interprétations. Selon cette source, qui n'a toutefois pas été en mesure de confirmer ou d'infirmer si Mahmoud Dicko avait auparavant reçu des invitations à remettre son passeport diplomatique depuis son départ du HCIM, il apparaîtrait que l'ordre soit venu des plus hautes autorités. En février dernier, le gouver-

nement de transition avait procédé à l'annulation des passeports diplomatiques de personnalités, parmi lesquelles d'anciens ministres et leurs proches, après maints avertissements sans suite, sans que l'Imam Dicko ne soit inquiété. Sa sortie lors du meeting de clôture de campagne du camp du « Non » au référendum du 18 juin, le 16 juin dernier, y est-elle pour quelque chose ? « À partir de cet instant, ce peuple malien doit se libérer. On ne peut pas lutter pour la justice, l'unité et l'honneur pour que d'autres confisquent notre lutte et nos libertés », avait martelé Mahmoud Dicko, devant une foule acquise à sa cause, au Palais de la Culture de Bamako. « Je préfère mourir en martyr que de vivre traître (...). Je ne collabore jamais, au grand jamais, avec des gens qui ont confisqué la révolution du peuple. Aujourd'hui ils sont en train de faire ce qu'ils veulent, bâillonner ce même peuple. Je le jure, Dieu va mettre un terme à tout cela dans peu de temps », a clamé l'ancienne

Je préfère mourir en martyr que de vivre traître (...). Je ne collabore jamais avec des gens qui ont confisqué la révolution du peuple. Aujourd'hui ils sont en train de faire ce qu'ils veulent, bâillonner ce même peuple.

autorité morale du M5-RFP. Mais une semaine plus tard, le 23 juin, au lendemain de la confiscation de son passeport diplomatique, l'Imam de Badalabougou a calmé le jeu. « Je conseille à tout le monde de savoir raison garder. C'est entre nous, nous sommes tous des frères, nous sommes dans le même pays et je crois qu'il n'y a pas d'animosité. Ce sont



Entre les autorités de la transition et l'imam Mahmoud Dicko, les relations sont tendues depuis la "rectification" de la transition.

des choses qui arrivent et cela va passer », a déclaré l'ancien Président du HCIM, avant d'indiquer qu'il ne s'était ni opposé ni n'avait posé des questions sur les raisons du retrait de son passeport.

Conflit d'intérêts ? Mahmoud Dicko, allié du Chérif de Niore Bouyé Haïdara en 2019, avait mené la fronde contre l'ancien Premier ministre Feu Soumey-

Considère-t-il l'Imam comme un adversaire « politique » auquel il faut « couper les ailes » ? « Les deux sont dans un conflit d'intérêts, de pouvoir et de ce qu'il rapporte », tranche Dr. Hamidou Magassa, sociologue et ancien conseiller de l'Imam Dicko au HCIM. « Après avoir capitalisé les révoltes et mécontentements qui ont donné lieu à la Transition, les gens se positionnent par rapport

REPÈRES

16 juin 2023 :

Mahmoud Dicko critique les autorités de la transition lors d'un meeting organisé par le collectif du non au référendum

22 juin 2023 :

le passeport diplomatique de l'imam Mahmoud Dicko lui est retiré à l'aéroport, alors qu'il rentrait d'un déplacement en Mauritanie

23 juin 2023 :

L'imam Mahmoud Dicko appelle ses partisans au calme et prône l'union sacrée.

d'opinions très favorables à Bamako, selon un sondage du statisticien Sidiki Guindo de mai dernier, la cote de l'Imam Mahmoud Dicko est en baisse, avec seulement 24,6% d'opinions très favorables et 35,9% défavorables. Hamidou Magassa ne voit pas une escalade verbale prochaine entre les deux hommes, parce « qu'on a fait un peu le tour de la scène. Je ne vois pas

du tout comment des groupes vont se constituer à nouveau pour remonter au créneau et s'opposer entre pro Assimi Goïta et pro Mahmoud Dicko ». « Il y a bien entendu beaucoup de violences internes sur les réseaux sociaux dans les deux camps. L'Imam a perdu une grande partie de sa crédibilité parce qu'il n'a pas la capacité de porter un projet d'État. Il n'a aucune formation pour cela. Les militaires, de leur côté, qui sont dans la posture de jouer ce rôle, ne l'ont pas non plus », analyse M. Magassa, pour lequel, par ailleurs, derrière « l'opposition » de ces deux personnages, c'est la carte de l'argent et de la sécurité qui se joue. « Pour l'Imam, c'est l'argent et pas autre chose. C'est quelqu'un qui se vend et qui achète, c'est tout. Il n'a pas d'autres ambitions que cela et c'est connu. C'est son modèle de fonctionnement. Il est dans son logiciel, il a toujours été dans cela », lâche l'ancien compagnon du parrain de la CMAS.

Des premiers rôles à « l'opposition » à la Transition

Avant de se dresser contre la gestion du pays par les autorités de la Transition, l'Imam Mahmoud Dicko était au centre des décisions prises par les militaires de l'ex-CNSP. Il fut l'un des premiers à appeler à une concertation nationale juste après la chute de l'ancien régime, en août 2020, pour discuter d'une feuille de route. Le leader religieux sera également consulté avant la nomination de Bah N'daw en septembre 2020. Il reconnaîtra lui-même avoir proposé Moctar Ouane comme Premier ministre. C'est après le deuxième coup d'État, en mai 2021, que les relations se distendent. Quand le Colonel Assimi Goïta prend les commandes, passant de Vice-Président à Président de la Transition et nommant dans la foulée Choguel Kollalla Maïga Premier ministre, l'Imam est écarté du jeu. Selon certaines sources, Dicko vit très mal cette mise à l'écart. Après une longue période de silence, il monte au créneau en novembre 2021 et s'insurge contre « l'isolement du pays », affirmant avoir demandé en vain une audience au Président Goïta. Les autorités de la Transition lui répondent deux mois plus tard, en janvier 2022. Le cortège venu l'accueillir après son retour d'Arabie Saoudite, où il venait d'être nommé membre permanent de la Ligue islamique mondiale, est la cible de jets de gaz lacrymogènes de la part des forces de l'ordre. La fracture avec le Président Assimi Goïta s'est approfondie ces derniers mois sur le projet de Constitution soumis à référendum le 18 juin dernier. Jusqu'à la dernière seconde, Mahmoud Dicko et ses partisans s'y sont opposés, dénonçant entre autres la laïcité et « l'illégalité et l'illégitimité » du Président de la Transition pour organiser le scrutin référendaire. À 10 mois de la fin annoncée de la Transition, l'Imam de Badalabougou peut-il encore changer le cours des choses ? ■

3 QUESTIONS À



BOUBACAR BOCOUM

Analyste politique - Centre d'études stratégiques Sène

1 Comment analysez-vous la posture actuelle de l'Imam Dicko vis-à-vis de la Transition ?

J'avoue que je suis perplexe parce que les positions de l'Imam n'ont pas de sens et sont dénuées d'orientation stratégique. Je sens plutôt en lui une frustration, parce qu'il pense qu'il est à l'origine du changement et qu'il mérite d'être au centre du dispositif.

2 Cela pourrait-il aboutir à un nouvel appel à des manifestations de sa part ?

Je pense qu'il peut toujours essayer de le faire. Mais le peuple ne répondra pas. Il ne faut pas qu'il se prenne pour le chantre de la Transition ou celui qui l'a amenée. En réalité, il y avait un ras-le-bol général et ce n'est pas par son leadership en tant que tel qu'on en est arrivé là. Je crois qu'il est toujours aujourd'hui à l'affût d'opportunités. Si le pouvoir transitionnel est gagné par l'usure et qu'il y a des problèmes, il ne va pas hésiter à s'engouffrer dans cette brèche.

3 Comment comprendre son changement sur la laïcité ?

C'est dû à une frustration et à une radicalisation. Qu'il change de posture, passant d'une position d'intellectuel modéré de la compréhension de l'Islam à une forme de radicalisation, cela laisse présager qu'en fait il a en vue de faire du chantage à la Transition. Il ne peut pas dire aujourd'hui qu'il a une conviction autre que celle qu'il avait par le passé. C'est juste pour déranger la Transition et se faire entendre.

DEPUIS LA RECTIFICATION DE LA TRANSITION, "JE T'AIME MOI NON PLUS" ENTRE MAHMOUD DICKO ET LES AUTORITÉS

Très sollicité lors de la première phase de la transition, Mahmoud Dicko ne l'est plus depuis que le Colonel Assimi Goïta est devenu président de la transition le 7 juin 2021. Une mise à l'écart qui a entraîné des prises de positions fortes de l'imam contre la transition.

1

28 NOVEMBRE 2021

Lors d'un point de presse à Bamako, Mahmoud Dicko s'insurge contre « l'isolement du pays », affirmant avoir demandé en vain une audience au président de la transition, Colonel Assimi Goïta. « Vous êtes nos fils, nous vous avons confié la gestion du pays, mais nous avons constaté que ça ne va pas ».



2

26 MAI 2022

Mahmoud Dicko dénonce, lors du Forum de Bamako, l'arrogance des autorités de la transition et l'orgueil de la communauté internationale. Le peuple malien est pris en otage entre les deux ajoute-t-il.



3

16 JUILLET 2022

Lors d'une cérémonie d'hommage aux victimes des événements des 10, 11 et 12 juillet 2020, Mahmoud Dicko évoque le redressement de la transition qui doit se faire avec tous les Maliens.



4

14 JANVIER 2023

Le cortège de l'imam Mahmoud Dicko, venu l'accueillir à son retour d'Arabie Saoudite est la cible de gaz lacrymogène. L'incident intervient quelques jours après que la CMAS ait demandé aux autorités de la transition de « renoncer » à l'élaboration de la nouvelle constitution conformément au vœu du président de la transition, le Colonel Assimi Goïta.



5

16 JUIN 2023

Lors du meeting de clôture de campagne du "Non" au Référendum, l'imam fustige la gestion des autorités de la transition, jurant que Dieu mettra bientôt un terme à leurs agissements.



6

22 JUIN 2023

Le passeport diplomatique de l'imam Mahmoud Dicko lui est retiré à l'aéroport, alors qu'il rentrait d'un déplacement en Mauritanie. Il assure par la suite qu'il n'a pas demandé d'explications aux autorités de la transition.



NOS CIRCUITS DE VISITES



A LA DECOUVERTE DES PÈRES FONDATEURS DU MALI

Nous vous amènerons à la découverte de certains monuments érigés en hommage à des hommes et femmes qui ont œuvré pour l'avènement d'un Mali souverain.

LA PLACE MAMADOU KONATÉ
LE MÉMORIAL MODIBO KEITA
LE MONUMENT DE L'INDÉPENDANCE

A LA RENCONTRE DES TRESORS HUMAINS VIVANTS

Les trésors humains sont des personnes qui possèdent à un haut niveau les connaissances et les savoir-faire nécessaires pour interpréter ou recréer des éléments spécifiques du patrimoine culturel immatériel. Elles ont accepté de vous ouvrir leurs portes dans le cadre de Bamako City Tour.

CIRCUIT PANAFRICAIN

Vous serez émerveillés par l'histoire de certains grands monuments qui arpentent les grandes artères de la ville de Bamako.

PLACE KWAME N'KRUMAH
TOUR DE L'AFRIQUE

CIRCUIT MUSEES ET GALERIES 1

Ce parcours vous fait visiter l'histoire ancienne, contemporaine et récente du Mali à travers des œuvres d'arts multi séculaires aux valeurs universelles.

LE MUSÉE NATIONAL DU MALI
MUSÉE DE LA FEMME « MUSO KUNDA »
GALERIE MÉDINA

CIRCUIT MUSEES ET GALERIES 2

LE MUSÉE DES ARMÉES
GALERIE SUNJATA
SIRIUS AFRICAN ART GALLERY
BAMAKO ART GALLERY

CIRCUIT LIEUX DE MEMOIRE

Nous vous ferons visiter pendant ce circuit de 3 heures, des monuments qui racontent l'histoire récente du Mali.

MONUMENT DÉDIÉ AUX HÉROS DE L'ARMÉE NOIRE
LE PARC DES SOFAS
MONUMENT DES MARTYRS
LA PYRAMIDE DU SOUVENIR

PARCOURS INITIATIQUE

Ce parcours vous amène dans les centres artistiques et culturels de Bamako où vous pourrez par exemple apprendre à danser, à jouer les instruments de musique traditionnelle, ou encore participer à des ateliers de fabrication de marionnettes ou participer à des séances de manipulation et de démonstration.

LE CONSERVATOIRE DES ARTS ET MÉTIER MULTI MÉDIA BALLA FASSÉKÉ KOUYATÉ (CMM-BFK)
COMPAGNIE SOGOLON SAS

PARCOURS DECOUVERTE

LA FERME KLEDU
LE VILLAGE DE NTOUBANA
LA RANDONNÉE FLUVIALE

TRAFIC DE DROGUE, L'AUTRE FACE DE LA CRISE AU MALI

Un rapport de l'ONU publié le 26 juin a mis en lumière la forte hausse du nombre de consommateurs de drogue au niveau mondial et l'expansion constante des marchés illicites de drogue. Au Mali, derrière les motivations sécessionnistes et islamistes des groupes armés évoluant dans le pays, se cache une lutte pour la maîtrise du trafic de stupéfiants.

ALY ASMANE ASCOFARÉ

Air Cocaïne. Près de 15 ans après, l'événement est toujours aussi évocateur dès qu'on évoque la crise au Mali et le trafic de drogue. En novembre 2009, un avion-cargo s'est posé avec plusieurs tonnes de drogue en plein désert à Tarkint, à une centaine de kilomètres de Gao. L'appareil, qui venait du Venezuela, a été déchargé de son contenu puis incendié. « Le scandale a mis en exergue une évidence : le trafic de drogue est l'un des grands obstacles à la paix dans le nord du Mali. Bien avant la crise actuelle, les différentes rébellions dans la zone trouvent leur source dans ce phénomène. Les trafiquants soudoient et financent les groupes armés pour faire transiter leur drogue vers l'Europe via le Mali », indique une source médiatique. Bien que pays enclavé, selon les Nations Unies, le Mali est



Une saisie de **drogue** par les services des douanes en août 2022 à Kourémalé à la frontière avec la Guinée.

Bouleversements La drogue qui transite dans la région génère des violences entre les groupes armés qui sévissent notamment dans la zone dite des trois frontières. La plupart d'entre eux, atteste une source à Gao, dépendent financièrement et logistiquement du narcotrafic, qui leur « permet notamment d'acquiescer des armes et des véhicules ». Le trafic de cocaïne serait d'ailleurs, à l'en croire, la cause principale de la lutte entre les groupes armés pour le contrôle de localités comme Talataye.

depuis la décennie 1990 utilisé comme lieu de déconditionnement et d'acheminement, pour la cocaïne et l'héroïne, vers les marchés européens. Conséquence de ses vastes frontières incontrôlées avec des pays voisins (Algérie, Niger, Mauritanie et le Burkina Faso). Dans son rapport 2023 publié lundi 26 juin, l'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) affirme que le trafic de drogue continue de prospérer au Sahel grâce aux groupes armés non étatiques. Le rapport met en exergue les quantités importantes qui circulent au Mali, au Burkina Faso et au Niger, pays très impactés par le terrorisme.

part d'entre eux, atteste une source à Gao, dépendent financièrement et logistiquement du narcotrafic, qui leur « permet notamment d'acquiescer des armes et des véhicules ». Le trafic de cocaïne serait d'ailleurs, à l'en croire, la cause principale de la lutte entre les groupes armés pour le contrôle de localités comme Talataye, isolée dans le cercle d'Ansongo et plaque tournante entre l'Algérie et le Niger, convoitée depuis plus d'un an par les combattants de l'État islamique au grand Sahara (EIGS). En septembre dernier, ils ont pris le village d'assaut « en tirant sur tout ce qui bougeait », a dénoncé après l'attaque le maire de la

commune, Farak Ag Fakana. Dans le nord du pays, l'expansion de produits stupéfiants (haschich dans les années 1990, cocaïne dans les années 2000) a fortement bouleversé l'économie locale. « D'abord monopolisés par des fractions arabes, les profits de la drogue ont, depuis le milieu des années 2000, aiguisé l'appétit de commerçants issus d'autres communautés. La compétition et la circulation d'armes au Sahel a dès lors nourri une dynamique de militarisation des acteurs criminels et le développement de groupes armés pour protéger ou intercepter les convois. Les revenus de la drogue ont aussi perturbé les relations intercommunautaires et remis en cause les hiérarchies anciennes », indiquait International Crisis Group (ICG) dans une enquête menée en 2018.

Selon l'ONG, la drogue suscite des affrontements entre bandes rivales, qui dégénèrent en conflits plus larges parce que celles-ci vont chercher du soutien dans leurs communautés. « De son côté, même s'il ne le reconnaît pas

EN BREF

POUR SES 22 ANS, LE RPM SONNE LE RASSEMBLEMENT

30 juin 2021 – 30 juin 2023. Le Rassemblement pour le Mali (RPM) fêtera vendredi ses 22 ans d'existence. Pour l'occasion, le parti du Tisserand, fondé par l'ancien Président feu Ibrahim Boubacar Keïta, prévoit une célébration « pour rassembler et stimuler » ses partisans. « À cet effet, nous allons faire appel à tout le monde au siège du parti. Il y aura une cérémonie de coupe de gâteau et des échanges dans l'optique de motiver tous nos militants », indique Sékou Niamé Bathily, Chargé de Communication du RPM. Cet anniversaire devrait permettre également au parti de réunir certains de ses leaders, en froid depuis quelques mois. Il s'agit notamment du Président Bokary Tréta et de Me Baber Gano, Secrétaire général. Ce dernier et ses soutiens avaient attaqué devant la justice la décision faisant du Dr Tréta le candidat naturel à la présidentielle. La Cour suprême leur a donné raison le 12 juin dernier. ■

A.A.A

officiellement, l'État malien, incapable d'empêcher ou de réguler le narcotrafic, a soutenu certains groupes armés contre d'autres pour tenter de capter ses ressources et d'en priver les rébellions », relève ICG dans son enquête « Narcotrafic, violence et politique au Nord du Mali ». Le trafic serait toutefois en baisse, du point de vue de l'Office central des stupéfiants (OCS). « La route transahélienne, communément appelée autoroute A-10, qui passe par le nord du Mali, est à présent peu pratiquée en raison de la forte présence militaire et de la montée en puissance des FAMA », dit Hamidou Keïta, Chef de la division Juridique et formation à l'OCS. L'Office a incinéré le 26 juin plus de 24 tonnes de drogue d'une valeur estimée à 35 milliards de francs CFA. ■



ALY TOUNKARA

« Les différents accords contiennent des diagnostics biaisés »

« Le Mali, des rébellions aux accords de paix », c'est le titre du nouvel ouvrage, publié mi-juin, du Dr Aly Tounkara, Directeur exécutif du Centre des études sécuritaires et stratégiques au Sahel (CE3S). Pour Journal du Mali, il revient sur le livre et les raisons qui ont suscité son écriture.

PROPOS RECUEILLIS PAR ALY ASMANE ASCOFARÉ

Qu'est-ce qui a prévalu à l'écriture de ce livre ?

Je me suis posé des questions. Quelles sont les raisons qui font que des accords de paix ou pour la paix sont signés au Mali depuis des années mais qu'en dépit de cela nous assistons à une recrudescence des rébellions ? Quelles sont les insuffisances de ces différents accords ? Le livre se focalise donc sur les accords, leurs implications et leurs limites pour une paix durable, dans un Mali ébranlé par une crise multidimensionnelle qui perdure depuis 2012. Mais il ne se réduit guère à une analyse exhaustive. Il se veut une introspection rigoureuse et sélective des accords d'envergure entre l'État malien et les groupes armés, dont les mouvements indépendantistes des régions du nord du Mali.

Quels sont les facteurs qui, selon vous, ont négativement joué sur ces accords ?

Les questions, entre autres, relatives à l'ethnicité, à la gouvernance locale et à la stratification sociale ne sont pas interrogées alors qu'elles sont au cœur des conflictualités dans les régions du nord.

Comme facteurs qui jouent sur la non effectivité des accords de paix, il y a aussi bien évidemment les questions des moyens financiers pour le cantonnement, le désarmement et même la réinsertion des ex-rebelles, tant au sein des forces armées que dans les postes sociaux. Cela demande des fonds dont le Mali ne dispose pas. Les différents contributeurs ou les pays donateurs qui s'engagent ont généralement aussi du mal à honorer leurs engagements. Et les acteurs à l'origine des rébellions sont très hybrides, tant du point de vue de la configuration anthropologique qu'en termes de positionnement vis à vis des dividendes. À chaque fois, on assiste à une floraison de mouvements armés parce que chacun veut avoir part du gâteau. Cela explique parfois pourquoi Bamako a du mal à appliquer les différents accords. En outre, en général les différents accords interviennent dans un contexte politique délétère, soit avec des contestations dans les centres urbains, en particulier à Bamako, soit lors d'un changement forcé du pouvoir.

Quel avenir voyez-vous à l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger dans le contexte actuel ?

L'Accord pour la paix et la réconciliation ne fait pas exception au diagnostic biaisé que les accords précédents ont connu. Au regard des nouvelles configurations en cours, tant chez les ex-rebelles que chez la partie gouvernementale, tout laisse croire que l'état de non effectivité risque de durer. Maintenant cela conduira-t-il à ses funérailles ? Dans un avenir proche, il va être difficile de se prononcer. Pour l'instant, c'est l'unique document qui lie Bamako aux ex-rebelles. Mais, en l'état actuel, il sera difficilement effectif. ■

afribone

Connexion Internet illimitée
jusqu'à 40 Mbits/s
à votre domicile

20 28 00 00

www.afribone.com

FINANCEMENT DES PME : UNE ÉQUATION, DES INCONNUES

Les Petites et moyennes entreprises (PME) sont les moteurs du développement économique. Mais au Mali leur développement reste entravé, notamment à cause des difficultés de financement. Une problématique qui est cœur de la Journée mondiale qui leur est dédiée. Financeurs, décideurs et promoteurs d'entreprises ont échangé sur les meilleurs moyens d'accéder à ces financements.

FATOUMATA MAGUIRAGA

Les PME ne captent que 10% des encours de crédits et 97% sont informelles au Mali. Un constat qui les oblige à se mettre en synergie pour trouver les solutions idoines aux défis qui les empêchent de s'épanouir et de jouer pleinement leur rôle dans l'essor économique. Et, qu'ils soient étatiques ou privés, plusieurs organismes interviennent dans le financement des PME. Dama Traoré est le Chef du département Financement et garantie à l'Agence malienne pour l'emploi des jeunes (APEJ). Selon lui, le principal défi pour le financement des PME est le remboursement. Certains jeunes entrepreneurs ne remboursent pas les fonds de l'État. « Ce qui est très déplorable », estime M. Traoré. En outre, la banque, qui est censée se faire rembourser par les moyens légaux, selon la convention, « se contente de mobiliser la garantie ». Ce qui compromet l'accompagnement d'autres jeunes de 21 à 40 ans par la structure. Il n'existe pas de plafond pour le financement, déterminé par la nature et la rentabilité du projet. De moins d'un million à plusieurs centaines, tous les secteurs d'activité sont financés, hormis le transport et les associations, des coopératives aux entrepreneurs individuels en création ou en extension. À ce jour, environ 11 milliards de francs CFA ont été mobilisés pour financer les jeunes maliens.

Mali PME/PMI :

300 entreprises

Financement APEJ :

11 milliards de francs CFA

Plafond financement ANPE :

5 millions de francs CFA

Solliciter au bon moment

Si certains font appel aux investisseurs pour démarrer, d'autres choisissent d'entamer leurs activités sur fonds propres. À l'image de Sou-



Le financement des PME reste encore un défi au Mali.

leymane Keita, promoteur de Dieya service assainissement, un GIE évoluant dans le domaine de l'assainissement. Grâce aux fonds récoltés, il finance ses autres activités, la gestion immobilière et l'aviculture, depuis environ 2 ans. Pour Moussa Doumbia, Administrateur général de l'Association Mali PME/PMI, regroupant environ 300 jeunes entrepreneurs, l'objectif de la journée des PME est de « valoriser les activités et regrouper les autres parties prenantes pour discuter des défis et favoriser la

création d'un réseau fort ». Pour lui, l'un des défis pour ces jeunes entrepreneurs est le manque d'information sur les mécanismes de financement. « Les jeunes ne savent pas à qui s'adresser. Ensuite, il y a le manque de formation. Ils sont souvent formés sur des compétences techniques en production de biens et services, leur métier, mais n'ont pas de connaissance

sur l'éducation financière, ce qui peut conduire à des échecs ». L'objectif initial du projet étant la recherche de profit, lorsque l'entrepreneur ignore comment se financer et comment tenir une comptabilité, par exemple, cela peut s'avérer fatal. « Ils ont des idées et des compétences mais manquent de moyens pour les mettre œuvre », ajoute M. Doumbia. Avec des moyens limités, ils sont donc appelés à se tourner vers des structures de financement qui sont « des banques commerciales, alors que les entrepreneurs ont besoin de crédits d'investissement ». Cela constitue un facteur de blocage pour certains. S'y ajoutent l'inexpérience et le manque de garanties et de nombreuses entreprises ne survivent pas au-delà de quelques années.

L'Agence nationale pour l'emploi, (ANPE), en tant que structure dédiée, participe à la mise en œuvre de la Politique de l'emploi et contribue au financement des PME à travers un fonds pour les porteurs de projets. Mais il connaît

EN BREF

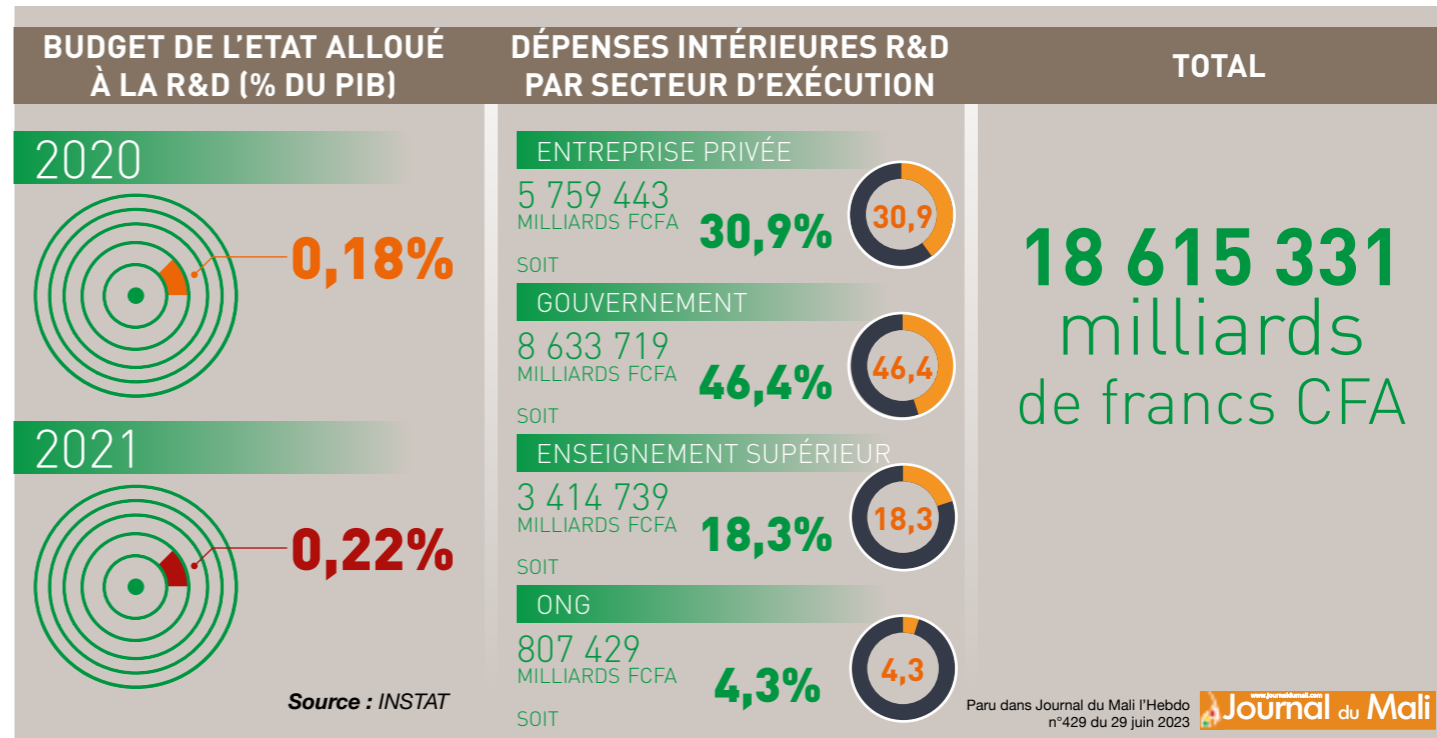
ÉLECTRICITÉ : 157 MILLIONS DE DOLLARS POUR AMÉLIORER L'ACCÈS

La Banque mondiale a approuvé un financement de l'Association internationale pour le développement (IDA) d'un montant de 157 millions de dollars pour le Mali. Le financement vise à soutenir et à améliorer l'efficacité du système électrique, à accroître l'accès à l'électricité dans les zones du projet et à faciliter l'intégration des énergies renouvelables, explique un communiqué de la Banque mondiale. Le projet « Renforcement du système électrique et d'extension de l'accès à l'électricité Yelen Sira », chemin de la lumière en bamanankan, financera des infrastructures-clés du réseau et de nouveaux raccordements grâce à la modernisation, l'extension, le transport et la distribution. Les zones concernées sont Bamako et sa périphérie. Ce financement permettra à la société EDM-SA d'améliorer la capacité d'évacuation de l'électricité du réseau de transport de la capitale, tout en lui permettant de réaliser des économies d'échelle. La baisse des pertes sur le réseau de transport de Bamako est estimée à 8,5% en 2024 (avant les renforcements de réseau proposés) et à 4,5% d'ici 2028, une fois les renforcements terminés. L'extension des réseaux de distributions et des raccordements permettra d'offrir l'électricité à environ 400 000 personnes (60 000 foyers) et à plus de 1 000 bâtiments publics, dont des centres de santé et des écoles. ■ F.M

des difficultés, suite au non remboursement par certains, avoue Daouda Diarra, Chef du service Auto-emploi de l'ANPE. Ce fonds revolving doit servir à d'autres jeunes et offre un montant maximum de 5 millions de francs CFA. ■

RAPPORT SUR LA SCIENCE, LA TECHNOLOGIE ET L'INNOVATION (2021)

Le 7 juin, le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta a procédé à la pose de la première pierre du Centre d'Intelligence Artificielle et Robotique du Mali (CIAR-Mali) à Kati Sirakoro Niaré. Dans ce centre seront rassemblées les structures de formations et de recherche dans le domaine des sciences. En attendant que ce centre sorte de terre, quels sont les moyens alloués à la recherche et au développement ?



UN NOUVEAU PROJET POUR LES DROITS DES ENFANTS

Au Mali a démarré le 26 juin 2023 un Programme quinquennal (2022-2026) pour le renforcement des capacités techniques et organisationnelles des Organisations de la société civile du pays et du Burkina Faso, du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. L'objectif est d'inciter leurs gouvernements à agir « activement pour une amélioration significative des systèmes de protection de l'enfance ».

ALY ASMANE ASCOFARÉ



Des organisations de défense veulent inciter les autorités à oeuvrer pour les **droits des enfants**.

« Depuis plusieurs années, nous sommes dans un conflit interminable et ce sont les enfants qui en souffrent le plus avec les femmes. Ce n'est pas que le Mali ne veut pas oeuvrer plus pour leur protection, mais il y a des défis qui nous interpellent et nous appellent à être plus ingénieux pour promouvoir les droits de l'enfant », estime Boureima Allaye Touré, Président du Conseil national de la société civile. C'est dans le but de trouver des solutions à ces difficultés que des Organisations de la société civile (OSC) et des partenaires financiers ont lancé un programme quinquennal (2022-2026) qui permettra, à en croire ses organisateurs, à la société civile d'exiger le respect des droits de l'enfant

auprès des États.

« Ce que nous plaidons, c'est la mise en œuvre ou l'adoption de lois portant protection des droits de l'enfant, qui traînent. Le Mali fut l'un des premiers pays en Afrique de l'Ouest

Le Mali fut l'un des premiers pays en Afrique de l'Ouest à avoir un Code de protection de l'enfant. C'était une avancée. Mais aujourd'hui ce texte n'existe plus.

à avoir un Code de protection de l'enfant. C'était une avancée. Mais aujourd'hui, ce texte n'existe plus », déplore Antoine Akplogan, Président de la Coalition malienne des droits de l'enfant. La validation de ce programme va permettre aux

OSC du Mali, y compris les organisations dirigées par des enfants, de renforcer leurs capacités par l'apprentissage mutuel et de développer des programmes de qualité adaptés aux défis. Elle servira aussi de tremplin aux enfants pour exprimer leurs opinions et s'organiser autour des questions qui les préoccupent. Ils auront également, assurent les initiateurs du projet, une meilleure compréhension de leurs droits et vont acquérir des compétences liées au plaidoyer et aux campagnes pour demander des comptes aux responsables et éclairer leur prise de décision. « C'est un travail de longue haleine, qui nécessite beaucoup d'efforts. On a pu, avec la société civile et l'État, faire beau-

coup de choses pour améliorer la situation des enfants. Nous enregistrons beaucoup de réussite », atteste Andreas Boening, Directeur exécutif de Kinder Rechte Afrika. Toutefois, selon ce dernier, malgré cet engagement, les défis sont toujours énormes. ■

EN BREF

BAMAKO CITY TOUR PRÉPARE SA DEUXIÈME ÉDITION

La deuxième édition de « Bamako City Tour » sera lancée ce 1er juillet 2023 au Musée national. Initié par le ministère de l'Artisanat, de la culture, de l'industrie hôtelière et du tourisme, l'événement vise à sensibiliser sur les potentialités touristiques de la capitale. Particulièrement éprouvé par les multiples crises que le Mali a traversées, le secteur touristique mise sur une relance à travers le tourisme domestique. Sous l'égide du ministère en charge du Tourisme, l'Agence de promotion touristique du Mali (APTM) organise, en collaboration avec les agences de voyage, des visites touristiques de proximité pour permettre au grand public de découvrir ou de redécouvrir les lieux historiques et touristiques de la capitale. Destinées aux jeunes et aux moins jeunes, ces visites doivent permettre d'éveiller « un patriotisme touristique » chez les Maliens, espèrent les organisateurs. C'est pourquoi l'activité, qui a suscité un engouement du public lors de sa première édition, veut s'étendre aux autres capitales régionales du Mali. Afin qu'à travers le pays les citoyens participent pleinement à la reprise des activités touristiques, mises en berne en raison notamment de l'insécurité. Du 1er juillet au 27 septembre 2023, Bamako City Tour fera le tour de la capitale et de ses environs. Tous les weekends, des bus feront la navette de 9 heures à 17 heures du Musée national au stade du 26 mars. Destinées aux résidents et aux visiteurs de la capitale, ces visites sont une invitation de l'APTM à la découverte des merveilles du patrimoine culturel malien. ■

FATOUmata MAGUIRAGA

AU SÉNÉGAL, MACKY SALL VERS UN TROISIÈME MANDAT ?

Le suspense au Sénégal prendra-t-il bientôt fin quant à une éventuelle candidature du Président Macky Sall ? Ce dernier a promis le 24 juin, alors qu'il recevait les conclusions du Dialogue politique, de « clarifier ses intentions » après la fête de Tabaski et de les « assumer ».

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le président **sénégalais** a promis de se prononcer sur ses intentions bientôt.

Il le fera à travers un discours à la Nation. Un discours que tout le Sénégal attend avec une grande impatience. Depuis plusieurs mois, ses opposants, Ousmane Sonko en tête, lui prêtent l'intention de briguer un troisième mandat. Le Président Sall ne s'est prononcé qu'à quelques occasions sur la question. La première fois pour assurer qu'il n'existait pas de débat juridique sur sa candidature, mais plutôt un débat politique. Le Dialogue politique, qui a pris fin le 23 juin, n'a

pas tranché clairement la question, appelant à respecter la Constitution et les lois en vigueur. Ce qui, pour beaucoup d'analystes, maintient un flou juridique sur une éventuelle candidature. L'annonce par Macky Sall de clarifier bientôt ses intentions, couplée à sa récente déclaration, indiquent, pour certains observateurs, une candidature à venir. « Ce que je peux vous promettre, c'est que grâce à notre travail nous nous maintiendrons au pouvoir avec la volonté du peuple sénégalais »,

Gabon Le chronogramme électoral ne fait pas l'unanimité

Les Gabonais sont appelés aux urnes le 26 août prochain pour les scrutins présidentiel, législatif et local. L'annonce a été faite le 26 juin par le Conseil gabonais des élections. Le gouvernement a confirmé ces dates le lendemain. La date limite des candidatures est fixée au 11 juillet prochain. Une partie de l'opposition conteste ce chronogramme, jugeant le délai « trop court » entre l'annonce et la limite pour les candidatures. Elle s'oppose également à la tenue de scrutins couplés. Selon ses membres, cela va embrouiller les électeurs et détourner leur attention, qui ne sera plus focalisée que sur les résultats

de la présidentielle. En avril, le Parlement gabonais a voté une modification de la Constitution qui rétablit le scrutin à un tour et réduit le mandat présidentiel de 7 à 5 ans. Une partie de l'opposition a critiqué ces modifications, en particulier la fin des deux tours, qu'elle considère comme un moyen de « faciliter la réélection » de M. Bongo. Ce dernier, même s'il ne s'est pas encore officiellement déclaré, part grand favori, selon les observateurs. L'opposant Jean Ping, qui avait perdu en 2016 avec seulement 5 500 voix de moins et qui n'a cessé de dénoncer un tripatoquillage, pourrait également être sur le pont. ■ **B.S.H**

UNE SEMAINE DANS LE MONDE

DONALD TRUMP : UN AUDIO QUI A FUITÉ L'ACCABLE

La défense de Donald Trump est mise à mal. L'ex Président américain, inculpé début juin pour avoir conservé des documents classifiés dans sa luxueuse résidence de Mar-A-Lago (Floride), a plaidé non coupable. Mais un enregistrement datant de juillet 2021 révélé par CNN le 26 juin, contredit cette version. Dans cet audio de deux minutes, le milliardaire évoque des documents « hautement confidentiels » qu'il semble montrer aux trois collaborateurs avec lesquels il discute. Selon la chaîne américaine, cet enregistrement a été réalisé dans le cadre d'entretiens pour les mémoires de l'ancien Chef de cabinet du Président à Bedminster, dans le New Jersey. CNN affirme que cet enregistrement fait partie des preuves du Procureur spécial nommé pour enquêter sur la mauvaise gestion par Donald Trump des secrets d'État. Pour expliquer la présence des documents confidentiels saisis par le FBI dans sa résidence de Floride, il a affirmé que « toutes sortes de choses » se trouvaient dans les cartons préparés lors de son départ de la Maison Blanche, en janvier 2021. Donald Trump, déjà candidat pour 2024, risque en théorie plusieurs dizaines d'années de prison. ■

ÉCHOS DES RÉGIONS

GAO : DES DÉPLACÉS INTERNES DEMANDENT ASSISTANCE

Depuis le 10 juin 2023, un déplacement forcé de plusieurs ménages des localités de Labbezanga, Labbezanga Gourma et Horakasseye, dans la commune de Ouatagouna, a été observé. Ces habitants ont été forcés de quitter leurs villages par l'EIGS, après l'assassinat d'un conseiller. Les assaillants ont également emporté l'ensemble du bétail de la localité. Les déplacés sont arrivés à Labbezanga Haoussa et Gao, dans la commune urbaine de Gao. Depuis, ils n'ont reçu aucune assistance et implorent l'aide du gouvernement, des humanitaires ainsi que des ONGs pour survivre. Selon un déplacé, ils survivent grâce à l'aide que les populations autochtones leur apportent, une aide qui n'est pas suffisante. Et, par la suite, poursuit le jeune homme, ils deviendront un fardeau pour ces populations, qui n'arrivent plus à les prendre en charge et se retrouvent finalement dans le besoin d'assistance alimentaire. ■

H.T

NON DRAFTÉ, ADAMA SANOGO VA DEVOIR FAIRE SES PREUVES

Non drafté par les franchises NBA, Adama Sanogo va pourtant évoluer dans la Ligue. Pour y rester, il a un nombre de matchs à faire afin de montrer son talent.

BOUBACAR SIDIKI HAIDARA



Le Malien **Adama Sanogo** va évoluer avec les Chicago Bulls.

Champion universitaire en avril dernier avec les Huskies du Connecticut et meilleur joueur du tournoi, le Malien Adama Sanogo pouvait espérer mieux lors de la Draft NBA dans la nuit du jeudi 22 au vendredi 23 juin dernier. Malheureusement, son nom n'a pas été pro-

noncé lors de cette symbolique cérémonie par le Commissionner. Entre le premier et le second tour, ce sont en tout 58 joueurs qui ont été sélectionnés. Mais, dans la foulée de cette déception, le Malien a pu se consoler en signant un Two way contract (contrat à double voie) avec les Chicago

Bulls. La franchise historique de Michaël Jordan et de Scottie Pippen patauge depuis plusieurs années, mais elle pourrait permettre à Sanogo de faire ses preuves. C'est le but de ce type de contrat. Introduit en 2018, il permet aux équipes NBA de tester un joueur sur un maximum de 50 matchs au cours de la saison. Le joueur fera la navette entre la franchise NBA et une autre de la G-League, la ligue mineure. « Il va s'imposer. Je crois en lui », assure, confiant, Tidiane Dramé, un détecteur de talent. Ce dernier l'avait repéré lors d'un camp organisé par Cheick Diallo, un autre de ses poulains. Du haut de ses 2m06 et à 21 ans, Sanogo est à maturité, selon des observateurs, pour s'installer et demeurer dans la Ligue.

Reconstruction Le natif de Bamako atterrit dans une équipe en pleine transition. Éliminés à une marche des play-off par les finalistes du Miami Heat, les Chicago Bulls comptent 3 All-Stars, Zach Levine, Nikola Vucevic et Demar Derozan. Le dernier a rebondi mais ce n'est malheureusement pas suffisant pour viser plus haut. La blessure du meneur Lonzo Ball a coûté cher et il devrait manquer l'intégralité de cette saison également, selon des médias américains. Les statistiques de Sanogo, 17 points, 7 rebonds et 1 passe décisive en moyenne par match devraient lui permettre de grappiller des minutes. Il est aussi une valeur sûre au scoring, avec des taux de 60,6% et 36,5% à trois points. Ce qui le classe dans la catégorie des pivots modernes. Ce ne sera pas de trop pour jouer des coudes, avec Vucevic notamment. Le Malien vise, comme le Nigérian Hakeem Olajuwon, également meilleur joueur NCAA 40 ans plus tôt, à devenir une légende en NBA. ■

Atletico Madrid Les supporters réclament l'ancien écusson

En 2016, l'Atletico de Madrid a décidé de changer son blason, sans consultation. Le jaune qui bordait l'écusson est devenu bleu, l'ours et l'arbousier, situés dans la partie haute, ont perdu leur couleur et leur identité. Depuis ce jour, les Socios du club n'arrêtent pas de demander un retour en arrière. Le week-end dernier, quelque 61 021 participants ont voté lors d'une consultation organisée par l'Atletico de Madrid pour revenir à l'ancien écusson. Cette mobilisation sans précédent a été appuyée et soutenue par de nombreuses anciennes gloires du club madrilène sur leurs réseaux sociaux, comme Fernando Torres, Diego Godin, Gabi, Radamel Falcao, David Villa et également des joueurs actuels, tels Antoine Griezman et Koke et l'entraîneur actuel, Diego Simeone. Face à la mobilisation, le club a décidé d'organiser un référendum sur le maintien ou non de l'écusson actuel. ■

B.S.H



CARTONS DE LA SEMAINE

Robbie Keane, ancienne légende du football irlandais, a été nommé entraîneur du Maccabi Tel Aviv. L'ancien attaquant (68 buts en 146 sélections) va connaître sa 1ère expérience comme N°1 sur un banc à 42 ans. Sa nomination a été annoncée lundi par le 3ème du dernier championnat israélien.

La Bélarusse **Aryna Sabalenka**, éliminée en 8èmes de finale à Berlin, a raté une occasion de se rapprocher sensiblement de la Numéro 1 mondiale Iga Swiatek, mais reste tout de même installée au 2ème rang au classement WTA publié lundi.

LA BIENNALE EST-ELLE TOUJOURS UN TREMPLIN ?

Alors que l'idée de sa reprise ne fait pas l'unanimité chez les acteurs, l'édition spéciale de la Biennale artistique et culturelle se profile à l'horizon. Elle doit se tenir à Mopti à partir du 6 juillet 2023. Lieu privilégié de l'expression de la diversité culturelle, elle pourrait continuer à servir de tremplin aux jeunes artistes qui s'inspirent de notre fonds culturel.

FATOUMATA MAGUIRAGA



Les responsables du département de la Culture ont annoncé le retour de la biennale pour le 6 juillet prochain.

La Biennale « est une source d'inspiration et ses œuvres sont authentiques. Donc les jeunes ont vraiment intérêt à la considérer comme une école de formation en art et en culture maliens authentiques », estime Idrissa Traoré, Directeur artistique du Badema national, l'orchestre de la capitale. Sa relance est donc une action culturelle d'envergure que le Mali s'apprête à réaliser, selon M. Traoré.

Grande rencontre artistique qui rassemble les enfants de toutes les régions (19) et du District de Bamako, « son objectif premier est le brassage entre les jeunes, la cohésion entre les régions et l'affirmation de la paix dans le cœur de tout le Mali ». Fortement impacté par la pandémie de Covid-19, le secteur de la culture pourrait se relancer aussi à cette occasion. Creuset de toutes les expressions culturelles et

artistiques de toutes les régions du Mali, la Biennale a aussi contribué à faire découvrir plusieurs talents.

École de formation Outre les nombreux orchestres régionaux, la Biennale a fait découvrir au monde entier des artistes comme Abdoulaye Diabaté, Ali Farka Touré, Oumou Sangaré ou encore Tata Bambo Kouyaté et Haïra Arby. Si la génération actuelle n'a pas été à cette école, elle peut encore se ressourcer et s'inspirer des œuvres authentiques présentées à l'occasion de la Biennale, assure le Directeur du Badema. La Biennale a certes été un espace d'éducation et de sensibilisation pour la jeunesse, selon Adama Traoré, Président de la Fédération des artistes du Mali (FEDAMA). Mais elle ne doit pas être gardée dans sa forme ancienne. Elle mérite d'être « étudiée pour en tirer les leçons », afin de servir « de tremplin à la génération actuelle ». Dans un pays encore marqué par de multiples crises dont les impacts ont mis à mal le vivre ensemble, la Biennale artistique et culturelle doit relever de nombreux défis. Au-delà de la réussite de sa relance dans sa nouvelle formule, elle doit non seulement réunir les acteurs culturels mais aussi relancer durablement la culture, socle de la cohésion nationale. Parce que l'édition 2023, à Mopti, réunira 19 régions et le District de Bamako, à la différence des précédentes, qui mettaient en compétition beaucoup moins de contrées. ■

INFO PEOPLE

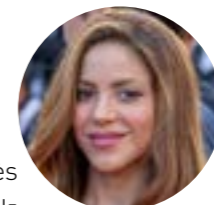
OFFSET ACCUSE CARBI B D'INFIDÉLITÉ



Parents de deux enfants et mariés depuis 6 ans, Offset a récemment accusé Cardi B de l'avoir trompé. Dans une story Instagram, le rappeur a écrit « Ma femme a couché avec un mec dans mon dos... vous connaissez mon tempérament ». En conséquence, Cardi B a pris la parole sur Twitter Space en chantant une partie du premier couplet de « I Should Have Cheated » de Keyshia Cole (traduction : « J'aurais dû le tromper »). Elle a ensuite assuré n'avoir pas été infidèle, si cela avait été le cas, au vu de sa popularité, cela se saurait très vite a-t-elle ajouté.

Donnez votre avis sur Journal du Mali

SHAKIRA S'EN PREND DE NOUVEAU À PIQUÉ



Bis repetita. Après son titre BZRP Music Sessions #53, Shakira a dévoilé une nouvelle chanson dans laquelle elle règle ses comptes avec son ex-compagnon, le footballeur Gerard Piqué. Le morceau, qui s'intitule Copa Vacía, « tasse vide » en français sort ce jeudi 29 juin 2023. « J'ai eu soif de toi pendant un certain temps, et je ne sais pas pourquoi. J'ai été laissée sur ma faim et j'ai voulu boire dans une tasse vide », entend-on également. Un nouveau règlement de comptes qui intervient alors que Gerard Piqué et sa nouvelle compagne, Clara Chia, devraient prochainement annoncer leurs fiançailles, selon le Daily Mail. Shakira et le footballeur espagnol avaient annoncé leur séparation en juin 2022, après douze ans de vie commune et deux enfants.

Journal du Mali

Directeur de publication :
Mahamadou CAMARA
mcamara@journalmali.com

Directrice déléguée :
Aurélien DUPIN
aurelie.dupin@journalmali.com

Rédacteur en chef :
Boubacar Sidiki HAÏDARA

Secrétaire de rédaction :
Ramata DIAOURÉ

Rédaction :
Idelette BISSOU - Boubacar Sidiki HAÏDARA - Mohamed KENOVI - Fatoumata MAGUIRAGA - Aly Asmane ASCOFARÉ

Stagiaire : Hawa TOUMAGNON

Photographie : Emmanuel B. DAOU

Infographiste : Marc DEMBÉLÉ

JOURNAL DU MALI L'HEBDO, édité par IMPACT MÉDIA Presse. Hamdallaye ACI 2000 - Immeuble Badanya, près MÆVA Palace - Bamako
Tél : + 223 44 90 26 40
www.journalmali.com
contact@journalmali.com



MINISTÈRE DE L'ARTISANAT, DE LA CULTURE, DE L'INDUSTRIE HÔTELIÈRE ET DU TOURISME
AGENCE DE PROMOTION TOURISTIQUE DU MALI « MALI TOURISME »



01 JUILLET
27 SEPTEMBRE
2023

Tous les
WEEK-END de 9h à 17h
au
MUSEE NATIONAL
et au
STADE DU 26 MARS



CITY-TOUR

1.000 FCFA

Bamako



+223 CONTACT

66 74 00 27 - 51 35 35 35 - 75 14 35 35

PARTENAIRES



unesco

SKY MALI

PUR

minm

AFRICA

AFRICA

AFRICA

AFRICA

AFRICA

AFRICA

AFRICA

AFRICA

AFRICA

AFRICA

AFRICA

SAER
FONDATION

BANQUE
ATLANTIQUE

orange

orange

orange

orange

orange

orange

orange

orange

orange

orange

orange

orange

Mandary

Mandary

Mandary

Mandary